

d'autres accapareurs terriens et spéculateurs aristocratiques ont formé des sociétés par actions leur permettant de contrôler de vastes plantations, parmi ces sociétés les East Africa Estates qui possèdent plus de 140.000 hectares. Le président de cette société est le vicomte Gobham. Son oncle, le Hon. R.G. Lytton possède 14.108 actions de la société.

Le vicomte Cobham est un cousin du ministre des colonies Oliver Lytton.

Les Kikuyus qui furent expulsés de leurs terres ancestrales pour faire place aux colons, perdirent à eux seuls plus de 200.000 hectares, POUR LESQUELS ON NE LEUR PAYA AUCUNE COMPENSATION. Les tribus Masai, Kavirondo et Wakamba ont aussi perdu des territoires considérables depuis l'occupation britannique.

A présent les 5.500.000 Africains sont

confinés dans des régions spéciales appelées réserves. Celles-ci comportent environ 130.000 km.2. Les Kikuyus, qui sont la tribu la plus avancée, sont au nombre d'environ 1.500.000. Leur réserve comporte environ 5.200 km.2 de terre cultivable. La densité de la population est telle que dans certaines réserves elle est de plus de 380 par km.2. Ceux qui n'ont pu trouver place à l'intérieur de la réserve sont devenus des squatters sur les fermes des colons blancs. Plus de 250.000 de ces Kikuyus privés de terre n'ont pas de droits ou de sécurité de fermiers. Ils ont été réduits à l'état de serfs. D'autres, surtout les plus jeunes hommes, se sont dirigés sur Nairobi, la capitale, où très peu d'entre eux ont pu trouver du travail à cause du manque d'importantes industries de fabrications ou de mines.

QU'EST-CE QUE LES MAU MAU ET QUI SONT-ILS ?

Après l'échec de sa mission en Grande-Bretagne Jomo Kenyatta revint au Kenya en 1947. Mais, en son absence, l'Association centrale Kikuyu avait été supprimée en 1940 par le gouvernement comme « organisation subversive ». Mais, bientôt, après la fin de la guerre, une nouvelle organisation, connue sous le nom de « Kenya African Union », fut constituée par une nouvelle génération d'Africains en vue de continuer l'agitation pour des réformes politiques, économiques et sociales.

Afin de réaliser les buts et objets de la K.A.U. (Kenya African Union), les organisateurs lancèrent une campagne en vue de rassembler un million de signatures pour une pétition devant être présentée au Parlement britannique. Cette campagne eut un tel succès que quelques mois après ses débuts, la K.A.U. fut en mesure d'expédier deux de ses membres dirigeants, M. Mbiyu Koinange, un Kikuyu, et M. Achieng Oueko, un Luo, en Angleterre pour présenter une pétition au ministre des colonies, lui demandant de nommer une commission pour enquêter et faire droit à leurs griefs, qui étaient très similaires à ceux sur les-

quels Kenyatta avait déjà attiré l'attention du gouvernement britannique près de vingt ans auparavant.

Après le refus de M. Lytton de recevoir la mission qui avait l'appui de M. Fenner Brockway et d'un petit groupe de députés de gauche du Labour, M. Oneko revint au Kenya pour faire part de l'échec de la mission. Son collègue, M. Koinange, resta en Grande-Bretagne pour continuer la tâche d'éclairer le public britannique sur la situation véritable au Kenya.

Lorsque les nouvelles concernant la campagne de M. Koinange en Grande-Bretagne parvinrent au Kenya, les colons s'en indignèrent fort et les dirigeants de l'Union des Electeurs (the Electors Union), l'organisation politique européenne, exigèrent la suppression de la K.A.U. Mais étant donné que Jomo Kenyatta, président de l'Union, et d'autres de ses dirigeants, avaient publiquement répudié l'emploi de la violence et menaient leur campagne de réformes STRICTEMENT PAR DES METHODES CONSTITUTIONNELLES, il fut difficile au gouverneur de justifier la suppression de la K.A.U.

« D E C O U V E R T » !

Cela n'empêcha cependant pas les colons de continuer leurs excitations contre l'organisation africaine comme représentant un corps séditieux. La presse européenne annonça alors tout à coup qu'elle avait « découvert » une société secrète africaine qu'elle appela Mau Mau et dont elle affirmait qu'elle était inspirée et dirigée par Jomo Kenyatta et d'autres dirigeants de la K.A.U. et qu'elle avait pour but de chasser les colons blancs du Kenya et de prendre en main le pouvoir politique.

Les dirigeants de la K.A.U. réfutèrent ces allégations et continuèrent leurs appels à leurs adhérents contre l'emploi de la violence. Ils offrirent de collaborer avec le gouvernement pour aider au

maintien de la loi et de l'ordre, mais se virent opposer un refus, et l'état d'urgence fut proclamé en septembre 1952.

Quelques semaines plus tard, Jomo Kenyatta et vingt-cinq autres dirigeants de la K.A.U., y compris Achieng Oneko, furent arrêtés. Ce fut le début d'arrestations en masse des membres de la K.A.U.

Deux mois après la condamnation de Kenyatta et de cinq de ses collègues à sept ans de travaux forcés sur l'accusation d'avoir « aidé à la direction des Mau Mau », le gouvernement déclara la K.A.U. organisation illégale, créant ainsi un vide politique en ce qui concerne les Africains.

Mau Mau différaient en cela de la